

Zone franc et décolonisation, par MICHÈLE SAINT-MARC.
Collection « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ». Un vol., 6½ po.
x 10, broché, 259 pages — S.E.D.E.S., Paris, 1964

Robert-D. Hirsch

Volume 42, numéro 1, avril-juin 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003214ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003214ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hirsch, R.-D. (1966). Compte rendu de [*Zone franc et décolonisation*, par MICHÈLE SAINT-MARC. Collection « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ». Un vol., 6½ po. x 10, broché, 259 pages — S.E.D.E.S., Paris, 1964]. *L'Actualité économique*, 42(1), 154–155. <https://doi.org/10.7202/1003214ar>

Zone franc et décolonisation, par MICHÈLE SAINT-MARC. Collection « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ». Un vol., 6½ po. x 10, broché, 259 pages. — S.E.D.E.S., Paris, 1964.

On pourrait reprocher à Mme Saint-Marc d'avoir entrepris sa thèse trop tôt ou trop tard. Trop tôt car, en 1963, même si la décolonisation, en tant que phénomène politique, était achevée, les relations financières entre la France et les autres pays de la Zone Franc n'avaient pas atteint un équilibre durable (réorientation de l'aide française dans le monde à la suite du rapport Jeanneney, diminution de l'aide bilatérale au profit de l'aide multilatérale). Trop tard, en ce sens que, pour la période coloniale et pour la période de transition (de la loi-cadre de 1956 à 1960) qui constituent une partie importante de ce livre, il y avait un risque de double emploi avec l'excellent ouvrage de F. Bloch-Lainé datant de 1956. Mais, en somme, ce serait là un reproche peu fondé si ce livre n'appelait pas d'autres commentaires.

Dans la première partie consacrée à la création et à l'émission de la monnaie — en dépit d'une bonne analyse des relations complexes unissant le Trésor français aux instituts d'émission locaux puis, plus tard, aux banques centrales, et du « crypto-crédit » si important en Afrique Noire — Mme Saint-Marc affirme (p. 59) que « l'accroissement de la masse monétaire est cause et non effet de la croissance économique » (p. 116, en nuançant quelque peu, elle affirmera le contraire). Or, si l'on se souvient que la part non monétarisée de la production atteint, en Afrique, des proportions souvent considérables (49.6 p.c. du P.I.B., au Niger en 1961), on ne peut qu'être sceptique sur la portée pratique d'une telle affirmation très post-keynésienne d'inspiration. Les expériences monétaires « séparatistes » de la Guinée et du Mali montrent d'ailleurs que la maîtrise de la monnaie n'est pas, même à moyen terme, la condition de la croissance des économies africaines.

Dans le même ordre d'idée, croire (p. 61) que la déféctuosité de l'infrastructure monétaire (banques, caisses d'épargne...) est la cause de la faiblesse de l'épargne locale dénote un manque de réalisme assez saisissant, surtout lorsque l'on sait que le revenu *per capita* des masses rurales africaines oscille entre 60 et 150 dollars (É.-U.) par an.

Dans la deuxième partie de son ouvrage consacrée aux budgets de la Zone Franc, Mme Saint-Marc analyse globalement — c'est-à-dire au niveau des deux anciennes Fédérations de l'A.E.F. et de l'A.O.F. — les investissements réalisés au titre du F.I.D.E.S. (Fonds d'investissement et de développement économique et social) et, pour cause, ne peut en tirer de conclusion intéressante. Or, si on envisage ces investissements, territoire par territoire et secteur par secteur (ce qui n'est pas fait), on remarque qu'ils ont eu une grande influence sur la situation économique dont héritèrent les gouvernements indépendants en 1960. Ainsi, les profondes inégalités entre pays côtiers et pays continentaux, les investissements d'infrastructure facilitant l'évacuation des produits « coloniaux » montrent le carac-

LES LIVRES

tère colonial de cette politique d'investissement, caractère qui constitue aujourd'hui encore un obstacle sérieux au développement des pays continentaux.

Brièvement, notons encore l'absence systématique d'indication des sources dans les tableaux, des erreurs géographiques (le chemin de fer entre le Togo et le Niger n'existe pas!), des oublis (pourquoi n'avoir pas intégré à cette étude l'Algérie indépendante depuis 1962 et bénéficiant de plus du tiers de l'aide accordée par la France à la Zone Franc), des expressions peu heureuses : « personnalisation » et « post-investissements » (au lieu de dépenses de fonctionnement), des phrases inintelligibles (p. 49, 85, 99...) et enfin l'inévitable « pallier à » (p. 65) !

En définitive, un tel ouvrage ne démontrera pas grand chose au lecteur profane, sinon la complexité (réelle) des problèmes monétaires de la Zone Franc. Quant au lecteur initié à ces problèmes et surtout à l'Afrique, son impression sera nécessairement mitigée.

Robert-D. Hirsch

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Annuaire de la production (vol. 18, 1964), par la F.A.O. Un vol., 8 po. x 10¾, relié, 547 pages. — ORGANISATION DES NATIONS-UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, Rome, 1965. (\$9.00 É.-U.).

Dans cette édition, on s'est efforcé d'assurer la continuité avec les volumes précédents tout en améliorant l'étendue, la qualité et l'utilité des statistiques présentées. On y trouvera de nouveaux tableaux concernant le nombre et la superficie de l'exploitation agricole, les niveaux de la consommation dans divers groupes de population, etc. La présentation générale reste la même que celle des éditions antérieures.

Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, (rapport annuel, 1964-1965). Un vol., 8¼ po. x 11, broché, 115 pages. — 1818 H. Street N.W., Washington, D.C. 20433, U.S.A., 1964.

La première partie porte sur les activités de cette institution au cours de l'exercice qui a pris fin au 30 juin 1965. Elle contient, aussi, les états financiers de la Banque et de l'I.D.A. Quant à la deuxième partie, on y traite des tendances et des perspectives du financement du développement.

Société financière internationale, (9e rapport annuel 1964-1965). Une brochure, 6¾ po. x 9¾, 44 pages. — 1818 H. Street, N.W., Washington, D.C. 20433, U.S.A., 1965.